



Notes et études socio-économiques

CENTRE D'ÉTUDES ET DE PROSPECTIVE

n° 39 - Avril 2015



Notes de lecture

SOURISSEAU Jean-Michel

- **Agricultures familiales et mondes à venir**

BANOS Vincent, CANDAU Jacqueline

- **Sociabilités rurales à l'épreuve de la diversité sociale**

SÉRONIE Jean-Marie

- **L'agriculture française : une diva à réveiller ?**

BONJEAN Alain, SCHWOOB Marie-Hélène, LY Carole,
BOINET Delphine

- **Nourrir 1,5 milliard de Chinois en 2030**

NESE n° 39, Avril 2015, pp. 199-206

CENTRE D'ÉTUDES ET DE PROSPECTIVE

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

Présentation

Notes et Études Socio-Économiques est une revue du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, publiée par son Centre d'Études et de Prospective. Cette revue technique à comité de rédaction se donne pour double objectif de valoriser des travaux conduits en interne ou des études commanditées par le ministère mais également de participer au débat d'idées en relayant des contributions d'experts extérieurs. Veillant à la rigueur des analyses et du traitement des données, elle s'adresse à un lectorat à la recherche d'éclairages complets et solides sur des sujets bien délimités. D'une périodicité de deux numéros par an, la revue existe en version papier et en version électronique.

Les articles et propos présentés dans cette revue n'engagent que leurs auteurs.

Directrice de la publication :

Béatrice Sédillot, MAAF-SG-SSP, Chef du Service de la Statistique et de la Prospective

Rédacteur en chef :

Bruno Hérault, MAAF-SG-SSP, Chef du Centre d'Études et de Prospective

Secrétaire de rédaction :

Florent Bidaud, MAAF-SG-SSP-CEP, Centre d'Études et de Prospective

Comité de rédaction

Florent Bidaud, MAAF-SG-SSP-CEP, Centre d'études et de prospective

Didier Cébron, MAAF-SG-SSP-SDSAFA, Sous-directeur de la SDSAFA

Pierre Claquin, MAAF-SG-SSP-CEP, Chef du BPSIE

Frédéric Courleux, MAAF-SG-SSP-CEP, Chef du BEAE

Bruno Hérault, MAAF-SG-SSP, Chef du Centre d'études et de prospective

Pascale Pollet, MAAF-SG-SSP-SDSSR, Sous-directrice de la SDSSR

Béatrice Sédillot, MAAF-SG-SSP, Chef du Service de la Statistique et de la Prospective

Composition : SSP - ANCD

Impression : AIN - Ministère de l'Agriculture

Dépôt légal : à parution

ISSN : 2259-4841

Renseignements et diffusion : voir page 4 de couverture

Note de lecture



SOURISSEAU Jean-Michel (dir)
Agricultures familiales et mondes à venir
Quæ, 2014

2014 a été déclarée « année internationale de l'agriculture familiale » par les Nations Unies. 500 millions d'exploitations familiales à travers le monde représentent 40 % de la population active et sont à l'origine de 70 % de la production agricole mondiale. Cela invite à interroger, à l'échelle du globe, les importants défis qui pèsent sur ce modèle de production : développement inégal, insécurité alimentaire, raréfaction des ressources, croissance démographique, volatilité des prix des matières premières agricoles, ou encore problématiques liées aux investissements fonciers internationaux, à l'exode rural et l'urbanisation. Écrit pour mettre en valeur les travaux du CIRAD, *Agricultures familiales et mondes à venir* contribue à mieux cerner ces enjeux.

La première partie de l'ouvrage a pour ambition de définir l'agriculture familiale et d'en établir les contours conceptuels, tout en soulignant la diversité des réalités qu'elle recouvre. Dans le temps long, l'agriculture familiale a un caractère universel. Avec l'industrialisation et les progrès techniques, une modernisation très inégale s'opère dans le monde (chapitre 1). Suivant les contextes et les perspectives, la notion revêt un sens différent pour les acteurs (responsables politiques, agences internationales, ruraux ou citadins, etc.). J.-M. Sourisseau et ses coauteurs avancent

au contraire un critère strict (chapitre 2), de nature à faciliter l'analyse statistique. Ils considèrent ainsi que l'agriculture familiale se définit par un travail exclusivement familial, avec un lien indissociable entre la ferme et la famille. Cette partie aborde également les agricultures familiales en les comparant à d'autres modèles de production. Les critères de la gestion du capital, de l'accès au foncier, du travail et de la contribution au développement local, permettent de proposer une typologie distinguant agricultures « familiale », « patronale », « managériale » et « capitaliste » (chapitre 5).

Dans la seconde partie de l'ouvrage, plusieurs équipes de chercheurs font le point sur les problématiques du « développement ». L'analyse est menée au niveau des exploitations et des agroécosystèmes, puis à l'échelle du territoire. Les dynamiques d'organisation des agricultures familiales ont un rôle structurant en matière d'innovation et de capacité à s'adapter à la demande. Cette agriculture a aussi une place importante au sein de nombreuses filières du commerce international.

Dans un troisième temps, les stratégies de développement des pays du Sud – autosuffisance alimentaire, énergie, politiques sanitaires et gestion des ressources – sont

analysées au regard de la place des agricultures familiales. Soulignant à nouveau la diversité des situations en fonction des régions du globe, les auteurs mettent en valeur la vulnérabilité et les limites de cette agriculture, tout en insistant sur les nombreux atouts des exploitations familiales pour gérer durablement les ressources naturelles et répondre aux défis du XXI^e siècle.

Enfin, la dernière partie de l'ouvrage aborde, à travers quelques exemples, la question du conseil en développement agricole. Après une présentation de deux cas de « recherche pour l'innovation », les auteurs prennent du recul en insistant sur la nécessaire adaptabilité aux contextes locaux et sur l'importance de la faculté d'appropriation des acteurs. Les auteurs considèrent que la recherche doit aussi influencer la décision publique et contribuer à l'élaboration de politiques adaptées aux agricultures familiales, ainsi qu'à leur évaluation.

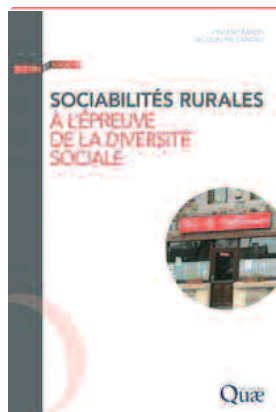
Forme d'agriculture la plus répandue dans le monde, l'agriculture familiale présente des atouts pour garantir l'avenir durable des campagnes. Mais ce modèle est aussi fragile. L'ouvrage convaincra le lecteur que la défense des intérêts de ce modèle de production, à l'échelle internationale, et le développement de la recherche, sont des enjeux de premier ordre, qui appellent la conception de politiques publiques pour ainsi dire « sur mesure ».

Diversifiée à l'extrême, l'agriculture familiale demeure, à l'issue du parcours que propose cet ouvrage, un objet difficile à cerner, dépendant des particularités économiques, culturelles et historiques locales. Mais les résultats accumulés confirment que ce concept permet de dépasser les seules considérations agricoles pour interroger les sociabilités rurales et le développement des territoires. La notion d'agriculture familiale permet ainsi de dessiner un programme de recherche prometteur : elle pourra, dans des travaux à venir, servir de levier pour mieux décrire et comprendre, par comparaison, d'autres formes d'agricultures qui lui sont souvent associées ou opposées (formes sociétaires, « agriculture de firme », etc.). De même, les agricultures des pays développés, et notamment les facteurs de leurs mutations, gagneraient à être analysés au prisme de cette forme d'organisation.

Alexis Grandjean

Chargé de mission Économie de
la Production et Politiques Agricoles
Centre d'études et de prospective
MAAF
alexis.grandjean@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



BANOS Vincent, CANDAU Jacqueline
Sociabilités rurales à l'épreuve de la diversité sociale
Quae, 2014

Ces dernières années, les questions de mixité sociale et de cohabitation des habitants ont surtout été abordées pour les espaces urbains, à commencer par les grands ensembles d'habitat collectif des banlieues. L'intérêt de cet ouvrage est d'appliquer cette problématique aux zones rurales et de montrer comment les campagnes, longtemps considérées comme des lieux privilégiés d'intégration et de sociabilité, sont elles aussi de plus en plus confrontées au brassage social. Comment les habitants de ces espaces et en particulier les agriculteurs, devenus très minoritaires, vivent-ils cette altérité ? Quels sont les principaux sujets de collaborations, ou de tensions, entre agriculteurs et autres catégories de résidents ? Quelles sont les opinions et représentations véhiculées par les uns et les autres, ainsi que leurs stratégies d'évitement ou leurs modalités de coopération ?

Pour répondre à ces questions, les auteurs, chercheurs à l'IRSTEA, ont réalisé plusieurs enquêtes, essentiellement en Dordogne, centrées sur des situations typiques de cohabitation : relations de voisinage, entraide locale, hébergement à la ferme, visites d'exploitations, vente directe et marchés, festivals des traditions rurales, réunions et animations publiques, etc. Le présent ouvrage fait plus

particulièrement suite à une recherche soutenue financièrement par la région Aquitaine, et qui a associé la chambre d'agriculture de la Dordogne et le lycée agricole de Périgueux.

Ils ont également utilisé plusieurs méthodes de recueil d'informations : analyse documentaire, entretiens ouverts, questionnaires plus fermés, et surtout observation participante. Leur cadre théorique, directement inspiré de la sociologie interactionniste et pragmatique, mobilise des auteurs comme Erving Goffman, Anselm Strauss, Isaac Joseph, et privilégie donc l'analyse des situations concrètes et quotidiennes d'échange. Ceci amène les deux auteurs à décrire, de façon très détaillée, les modalités de construction des occasions de co-présence, les ajustements normatifs et les négociations implicites entre acteurs, les tactiques des agriculteurs pour éviter les sujets qui fâchent et « ne pas perdre la face » lors de confrontations avec des militants écologistes ou des représentants du monde urbain.

V. Banos et J. Candau soulignent bien la grande diversité des initiatives favorisant les rencontres entre agriculteurs et non-agriculteurs, qu'elles soient portées par les collectivités locales, les organismes professionnels

ou les institutions touristiques. Toutes les occasions sont bonnes pour créer du lien entre agriculture et société, et pour multiplier les expériences de découverte du monde rural.

Mais ils indiquent aussi que ces interactions sont souvent superficielles, fuyantes, factices, plus de l'ordre de l'échange de sensations que du vrai débat contradictoire, et qu'au-delà d'une illusion temporaire d'harmonie sociale, elles ne contribuent pas à fabriquer un « monde commun ». Ruraux, néoruraux, urbains et rurbains n'ont pas vraiment le temps et la volonté de construire une vraie diversité sociale ; ils se contentent d'échanges ponctuels et temporaires, suffisants pour donner une impression de connaissance et d'altérité.

Les auteurs insistent aussi sur le fait que les agriculteurs craignent moins d'être critiqués par les résidents et visiteurs urbains que par des collègues de leur propre milieu. Les accusations qui portent le plus viennent des supposés alliés de leur monde professionnel, lequel est très divisé de l'intérieur.

Enfin et surtout, ils montrent que les espaces ruraux sont travaillés depuis les années 1980 par un double processus d'écologisation et de patrimonialisation, que fleurissent les discours enchantés et enchanteurs mettant en avant leur « naturalité » et « authenticité », et que le marketing territorial vend aux urbains mobiles du terroir stéréotypé et du paysan muséifié. Les agriculteurs du Périgord tombent eux-mêmes dans le piège de cette mythologie ruralisante en surjouant l'autochtonie, en construisant des décors « pour touristes », manières pour eux de défendre leur statut face à leurs visiteurs. Finalement, pour les auteurs, notre société de réseaux et de flux, qui met en scène et « met en désirs » ses campagnes, y juxtapose les particularités plus qu'elle n'intègre la diversité.

Cet ouvrage précis, clairement rédigé, bien documenté, est à recommander à tous ceux qui se posent des questions sur les mutations sociales et culturelles du monde rural, et en particulier sur les effets de la diversification sociodémographique de sa population. Il inté-

ressera aussi pour son aspect monographique, centré sur la Dordogne, département emblématique du réenchancement actuel des campagnes.

Au chapitre des regrets, on notera que les enquêtes utilisées dans cet ouvrage sont assez anciennes, puisqu'elles datent de 2004, et que les auteurs ne nous disent pas ce qui a changé entre la date du recueil des données sur le terrain et le moment de la rédaction du livre. Des actualisations partielles auraient, pour le moins, été nécessaires.

Ensuite, il nous semble que l'usage qui est fait de la notion de « diversité sociale » est assez imprécis, et trop variable. Pour la caractériser, les auteurs parlent, dans les premières pages, de toutes sortes d'occasions de rencontres, allant des plus stables et récurrentes (habitants installés, voisinage, cohabitation) au plus éphémères (visites de ferme, nuits en gîte rural, tourisme). En réalité, leur livre est bien plus consacré à la deuxième dimension, c'est-à-dire aux co-présences temporaires, aux rencontres à l'occasion de fêtes et de vacances.

Enfin, le cadre théorique choisi par les auteurs tend à étouffer leur objet d'étude, dans la mesure où ils essaient trop systématiquement et mécaniquement de faire entrer les phénomènes observés dans leur approche conceptuelle. Il est bien d'avoir une solide problématique et d'interpréter la réalité à travers des théories et des lectures, mais l'excès de référencements et de preuves académiques finit par nuire à la libre analyse des faits : il n'est pas sûr que Jürgen Habermas, Hannah Arendt ou Emmanuel Levinas soient si fondamentaux que cela pour comprendre les ruralités périgourdines. Ce surinvestissement conceptuel se traduit aussi par un style parfois un peu jargonnant : beaucoup de choses auraient pu être dites plus simplement...

Bruno Héroult

Chef du Centre d'études et de prospective

MAAF

bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



SÉRONIE Jean-Marie
L'agriculture française : une diva à réveiller ?
Quae, 2013

L'auteur de cet ouvrage, ingénieur agronome et expert-comptable, a eu des activités professionnelles fort variées, mais toujours dans le champ du conseil et de l'accompagnement des agriculteurs. Il est actuellement, entre autres, responsable de la veille économique du réseau CER-France. Il a souhaité, en écrivant cet essai, rassembler et ordonner ses expériences, proposer quelques idées et ainsi contribuer aux débats sur l'avenir de l'agriculture française.

Pour lui, notre agriculture est, comme certaines divas d'opéra, pleine de talents et de réussites, d'exigences et d'ambitions, mais après avoir été admirée et flattée dans le passé, elle risque de se trouver déconnectée de la réalité économique et de sombrer dans la dépression (partie 1). La diva eut de brillantes performances, pendant plusieurs décennies, grâce à la conjonction de quatre facteurs : un milieu naturel aux grandes potentialités ; la recherche agronomique et le progrès génétique ; le savoir-faire et l'implication des agriculteurs ; les politiques agricoles mises en œuvre. Nous serions à la fin de cette période faste, en perdant des places face à nos concurrents, d'où ce manque de confiance, ce discours permanent de

crise, cette peur de l'avenir de la part d'agriculteurs qui se sentent marginalisés, remis en cause dans leurs pratiques, et qui savent que leur métier va encore profondément changer.

Selon l'auteur, la reconquête nécessitera de relever cinq défis (partie 2). Tout d'abord celui de la mondialisation, de l'alignement sur les marchés internationaux, de la financiarisation et de l'accélération du rythme des échanges économiques. Ensuite celui du passage à une entreprise agricole flexible, résistante, collective, managée de façon stratégique et innovante. Troisièmement, il faudra « accepter des horizons agricoles » de plus en plus variés : apporteurs externes de capitaux, recours au salariat, gestion déléguée d'exploitation, consultants agronomes privés, etc. Le quatrième défi consistera à concilier adaptation au marché et gouvernance territoriale, à moderniser les structures de gestion, de représentation et de conseil. Enfin, J.-M. Séronie rappelle qu'il faudra gérer les contradictions découlant de la complexité croissante de notre société et les injonctions paradoxales adressées à l'agriculture : réconcilier quantité et qualité, productivité et environnement, nature et technologie, industriels et locavores.

Pour relever ces défis, il faudra d'après l'auteur engager des actions énergiques et soutenues au moins dans deux grands domaines (partie 3). En premier lieu, il conviendra de tout mettre en œuvre pour généraliser le modèle du chef d'entreprise agricole autonome : spécialisation des compétences, gestion des risques, flexibilité, stratégies locales d'alliance, externalisation de certaines tâches, diversification des activités, réduction du suréquipement, dépatrimonialisation, création de valeur, nouvelles sources de conseil, etc. Deuxièmement, J.-M. Séronie considère qu'il faut s'affranchir de la logique des années 1960, donc se libérer du concept « d'exploitation agricole familiale » en changeant la fiscalité actuelle (trop favorable aux immobilisations), en promouvant un nouveau « régime d'impôt sur les sociétés agricoles », en rendant le bail véritablement cessible de droit comme le sont les baux commerciaux, en favorisant une nouvelle gouvernance territoriale de l'agriculture.

En conclusion, l'auteur procède à quelques comparaisons internationales, et le bon état de santé des agricultures danoise et allemande l'amène à penser que leur modèle pourrait, aujourd'hui et demain, inspirer la France, à condition « d'accepter la réalité », « d'avoir confiance », de changer le « regard

que les agriculteurs portent sur eux-mêmes » et de considérer que le « nombre d'agriculteurs » est moins important que leur puissance économique effective.

Cet essai rapide et énergique, toujours clair et précis, est à recommander à tous ceux qui s'intéressent à la situation réelle de l'agriculture française, et à ses évolutions possibles dans les prochaines années. L'auteur y pose simplement et franchement des questions essentielles, loin des préjugés habituels, et propose des réponses tout aussi franches et directes. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, cette analyse sans concession ne porte pas au pessimisme et à l'inaction, mais elle incite au contraire à voir les choses de façon plus positive et constructive. Voilà un bon exemple de réflexions prospectives capables de sensibiliser les acteurs et de les mobiliser autour d'axes stratégiques pour les amener à prendre leur destin en main.

Bruno Héroult

Chef du Centre d'études et de prospective
MAAF
bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



BONJEAN Alain, SCHWOOB Marie-Hélène,
LY Carole, BOINET Delphine
Nourrir 1,5 milliard de Chinois en 2030
De Boeck, 2014

Ce bon livre a été écrit par quatre auteurs qui connaissent parfaitement la Chine : Carole Ly est conseillère agricole à l'ambassade de France à Pékin ; Alain Bonjean y vit depuis une quinzaine d'années et y a développé les activités de Limagrain ; Marie-Hélène Schwoob, agronome et politologue, a réalisé de nombreuses enquêtes de terrain, complétées par une thèse sur l'autosuffisance alimentaire ; Delphine Boinet, spécialiste d'analyses géostratégiques, y accompagne les projets d'implantation d'entreprises agricoles et agroalimentaires européennes. L'ouvrage présente en détail les évolutions récentes du système agricole et alimentaire de ce pays, et ses perspectives pour les prochaines années. Mais à travers cette présentation, c'est une analyse d'ensemble des transformations de la société chinoise et de sa place dans le processus de mondialisation qui nous est proposée.

Le premier chapitre décrit les caractéristiques physiques, géographiques et pédo-climatiques de la Chine et insiste sur plusieurs fortes contraintes : la nécessité de s'adapter à un relief essentiellement montagneux, l'obligation de nourrir 20 % de la population mondiale avec un peu plus de 6 % des terres arables et la difficulté d'équilibrer « trois

Chine » qui coexistent (façade littorale, zone intérieure, grand Ouest). Les auteurs traitent ensuite des écarts de développement entre villes et campagnes et du gigantesque exode rural entamé dans les années 1980 (chap. 2). L'État y a d'abord répondu par une politique de lutte contre la pauvreté. Plus récemment, depuis une décennie, la ruée vers les villes s'accompagne d'un changement de profil des migrants et d'un renouveau des actions pour le développement des campagnes.

Ces mutations profondes ont contribué à l'émergence d'une large couche moyenne (chap. 3), porteuse de nouvelles conduites alimentaires, et de plus en plus sensible à la sûreté sanitaire comme aux enjeux environnementaux. Ce groupe social intermédiaire consomme moins de céréales, mais de plus en plus de légumes, de viandes et de produits laitiers. Le marché des produits transformés emballés croît rapidement, « et devrait dépasser celui des États-Unis en 2015 » (p. 50). Comme dans beaucoup d'autres pays, l'attrait pour le moins sucré, le moins gras, le plus naturel est de plus en plus marqué. Mais le grand défi est de passer de la sécurité alimentaire, globalement assurée, à la sûreté sanitaire, en améliorant les productions de qualité, les contrôles, la traçabilité,

l'étiquetage, etc. Ce souci d'une alimentation plus saine s'est traduit, au début des années 1990, par un attrait croissant pour les marques étrangères et par une ouverture aux importations, ces dernières étant également nécessaires du fait de la stagnation de la productivité et de la réduction relative des terres arables (chap. 4). Dans ce contexte, depuis le milieu de la décennie 2000, les questions d'autosuffisance alimentaire et de dépendance de l'étranger sont au cœur des débats politiques.

Les pages suivantes sont consacrées aux « leviers technologiques de la modernisation agricole » (chap. 5) : biotechnologies, mécanisation, fertilisation, traitement des effluents, lutte contre les pollutions. Il s'agit également de renforcer les systèmes de licence et de certification, et d'améliorer les processus de transformation. Ces innovations, ainsi que les priorités des autorités politiques, poussent au développement d'une agriculture professionnelle, avec la disparition des petites exploitations familiales (moins d'un hectare), des regroupements de terres, l'élévation du niveau de formation et la multiplication des coopératives (chap. 6). La stratégie actuelle du gouvernement vise aussi à étendre les partenariats internationaux, à soutenir la grande distribution et à défendre quelques champions nationaux de l'agro-alimentaire – ce qui suppose de commencer par réduire le nombre des structures industrielles existantes.

Enfin, les dernières pages (chap. 7) décrivent les échanges entre Chine, France et Union européenne, dégagent les opportunités offertes aux entreprises françaises et repèrent les

secteurs porteurs : eau, agro-machinerie, aliments du bétail, vignes, engrais et produits phytosanitaires, génétique animale, etc. Comme le précisent les auteurs, « s'il n'est pas d'ambition mondiale qui ne passe par la Chine, des obstacles d'accès au marché chinois existent » (p. 131). L'ensemble est complété par quatre intéressantes annexes, présentant successivement les apports historiques de la Chine à l'agriculture mondiale, la problématique actuelle de la protection de l'environnement, des conseils pour travailler avec des partenaires chinois et une dizaine de fiches filières.

À travers ce large panorama, le livre révèle bien la complexité de la situation chinoise actuelle, les nombreuses tensions et même contradictions que les dirigeants et professionnels ont à essayer de résoudre. Il montre l'imbrication des différentes composantes (économie, politique, technologie, valeurs culturelles, modes de vie, etc.) concourant au processus de modernisation et la diversité des trajectoires d'avenir possibles résultant du croisement de ces composantes. On retiendra aussi que l'ouvrage révèle bien le poids grandissant de la Chine dans la mondialisation, et les effets directement planétaires de ses choix nationaux. Ce pays n'est pas seulement partie prenante de cette globalisation, mais une cause déterminante de sa forme et de son contenu.

Bruno Hérauld

Chef du Centre d'études et de prospective

MAAF

bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Recommandations aux auteurs

● Format

Les manuscrits sont présentés sous format Word ou Writer en police de taille 12. Ils ne dépassent pas 50 000 signes espaces inclus, y compris tableaux, graphiques, bibliographie et annexes.

Sur la première page du manuscrit doivent figurer :

- le titre de l'article ;
- le(s) nom(s) de(s) auteur(s) et leur(s) institution(s) ;
- le résumé de l'article (800 signes espaces compris) en français et en anglais ;
- trois à six mots-clés en français et en anglais.

Toutes les sources des chiffres cités doivent être précisées. Les sigles doivent être explicités. Lorsque l'article s'appuie sur une enquête, des traitements de données, etc., un encadré présentant la méthodologie est souhaité. Pour une meilleure lisibilité, les notes de bas de page doivent être limitées en nombre et en longueur.

Les références bibliographiques sont présentées ainsi :

- a** - Dans le texte ou les notes, chaque référence citée est constituée du nom de l'auteur et de l'année de publication entre parenthèses, renvoyant à la bibliographie en fin d'article. Par exemple : (Griffon, 2004).
- b** - À la fin de l'article, les références sont classées par ordre alphabétique d'auteurs et présentées selon les normes suivantes :
 - pour un ouvrage : nom de l'auteur, initiale du prénom, année, *Titre d'ouvrage*, ville, maison d'édition ;
 - pour un article : nom de l'auteur, initiale du prénom, année, « Titre d'article », *Revue*, n° de parution, mois, pages.

Seules les références explicitement citées ou mobilisées dans l'article sont reprises en fin d'article.

● Compléments pour mise en ligne de l'article

Dans la perspective de la publication de l'article sur le site internet du CEP et toujours selon leur convenance, les auteurs sont par ailleurs invités à :

- adresser le lien vers leur(es) page(s) personnelle(s) à caractère « institutionnelle(s) » s'ils en disposent et s'ils souhaitent la(les) communiquer ;
- communiquer une liste de références bibliographiques de leur choix utiles pour, contextualiser, compléter ou approfondir l'article proposé ;
- proposer une liste de lien vers des sites Internet pertinents pour se renseigner sur le sujet traité ;
- proposer, le cas échéant, des annexes complémentaires ou des développements utiles mais non essentiels (précisions méthodologiques, exemples, etc.) rédigés dans la phase de préparation de l'article mais qui n'ont pas vocation à intégrer la version livrée, limitée à 50 000 caractères. Ces compléments, s'ils sont publiables, viendront enrichir la version Internet de l'article.

● Procédure

Tout texte soumis est lu par au moins 3 membres du comité de rédaction. Deux fiches de lecture rédigées par un des membres du comité de rédaction et par un expert extérieur sont transmises aux auteurs. La décision de publication est prise collectivement par le comité de rédaction. Tout refus est argumenté.

Les manuscrits sont à envoyer, en version électronique uniquement, à :

- Florent Bidaud, secrétaire de rédaction : florent.bidaud@agriculture.gouv.fr
- Bruno Héroult, rédacteur en chef : bruno.herault@agriculture.gouv.fr

● Droits

En contrepartie de la publication, l'auteur cède à la revue *Notes et Études Socio-Économiques*, à titre exclusif, les droits de propriété pour le monde entier, en tous formats et sur tous supports, et notamment pour une diffusion, en l'état, adaptée ou traduite. À la condition qu'il demande l'accord préalable à la revue *Notes et Études Socio-Économiques*, l'auteur peut publier son article dans un livre dont il est l'auteur ou auquel il contribue à la condition de citer la source de première publication, c'est-à-dire la revue *Notes et Études Socio-Économiques*.

Notes et études socio-économiques

Tous les articles de *Notes et Études Socio-Économiques* sont téléchargeables gratuitement sur :

<http://agriculture.gouv.fr/centre-d-etudes-et-de-prospective>

- Rubrique **Publications du CEP > Notes et études socio-économiques**

<http://www.agreste.agriculture.gouv.fr>

- Rubrique **Publications > Notes et études socio-économiques**

Abonnement à l'alerte électronique en envoyant un message à l'adresse :

florent.bidaud@agriculture.gouv.fr avec le sujet « **abonnement** »

Notes et études socio-économiques

Ministère de l'Agriculture,

de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Secrétariat Général

Service de la Statistique et de la Prospective

Centre d'études et de prospective

Renseignements :

Service de la Statistique et de la Prospective

Centre d'Études et de Prospective

12, rue Henri-Rol-Tanguy –

TSA 70007 –

93555 Montreuil sous Bois Cedex

tél. : 01.49.55.85.85

Diffusion :

Service de la Statistique et de la Prospective

Bureau des ventes – BP 32688

31326 – Castanet Tolosan cedex

Vente au numéro : agreste-ventes@agriculture.gouv.fr

fax : 05.61.28.93.66

Abonnement : tél. : 05.61.28.93.05